



C E T R I

ANALYSE 2016  
4 avril

Centre tricontinental

## BRESIL : LES RESSORTS D'UNE CRISE POLITICO-JUDICIAIRE

Laurent Delcourt

**Plus de 500 000 manifestants à São Paulo, autant d'après les organisateurs à Rio de Janeiro, 100 000 à Brasilia. Au total plus de trois millions de personnes sont descendues dans les rues de près de 400 villes, au cri de « fora Dilma » (Dilma dehors !), le 13 mars dernier, dans ce qui est certainement la mobilisation la plus massive depuis le mouvement des « direitas já » (des élections directes tout de suite) qui avait défié la dictature dans la première moitié des années 1980.**

À mille lieues cependant de ce grand mouvement populaire, qui contribua à renvoyer les militaires dans leurs casernes, plus question pour cette marée humaine vêtue de jaune et de vert de réclamer plus de droits, d'avancées démocratiques et de progrès sociaux. Elle est principalement venue battre le pavé pour exiger la destitution de Dilma Rousseff, quitte à faire appel, pour ce faire, à l'armée. Le motif évoqué : un prétendu « crime de responsabilité » dont la présidente se serait rendue coupable, en maquillant certains comptes publics; et l'implication « supposée » de son prédécesseur, le toujours très populaire Luis Inacio Lula da Silva, dans l'un des plus grands scandales de corruption qu'a connus le pays.

À l'extérieur du Brésil, dans les médias internationaux, les lectures qui sont proposées de cette crise reprennent, mots pour mots, les commentaires de la presse brésilienne, dont une grande partie est engagée depuis des mois dans la campagne en faveur de la destitution de la présidente. On adhère à la « légitime indignation » des Brésiliens. On relaie, sans distance, les accusations portées contre Dilma et Lula. On condamne d'emblée. Et on s'indigne, enfin, des manœuvres de la présidente pour éviter à ce dernier une demande de « détention préventive » le concernant, formulée par le parquet de São Paulo, et que certains magistrats jugent illégale.

Rien ou presque n'est dit et écrit sur les manœuvres de l'opposition et de ses puissants relais dans les sphères juridiques et médiatiques, ni sur les autres motivations des protestataires qui dépassent, de loin, le seul enjeu de la corruption. Car cette croisade morale, présentée comme une saine réaction de l'opinion, cache en réalité un « conflit politique et social » qui pourrait, à terme - alertait très justement le *New York Times*, peu suspect de complaisance envers le gouvernement de Dilma Rousseff – « *endommager une démocratie qui n'a cessé de se consolider depuis trente ans* ».

**Tous les Brésiliens dans la rue ?**

« Le Brésil dans la rue pour protester la corruption ». Le refrain est répété à l'envi depuis le début de ces gigantesques manifestations. Or, le moins que l'on puisse dire c'est que cette vague protestataire ne reflète en rien la « diversité sociale » du pays. Le profil des manifestants est au contraire bien typé, situé sociologiquement. Comme l'indique un sondage réalisé la *Folha de São Paulo* auprès des participants à la marche pauliste du 13 mars, la plupart de ceux-ci étaient blancs, possédaient un diplôme d'étude supérieure (77 %), et appartenaient aux catégories de revenus moyens, hauts, voire très élevés. Bref, comme le montrent aussi d'autres enquêtes, l'écrasante majorité des manifestants pro-impeachment appartiennent aux catégories sociales aisées, à l'élite de la société brésilienne en somme.

Nombre de protestataires expriment d'ailleurs clairement ce statut, tels ces manifestants bon chic bon genre époumonant leur haine d'un gouvernement trop populaire à leur goût, un coupe de champagne à la main, ou encore cette jeune fille tenant fièrement à bout de bras un écriteau annonçant : « *Misérable Dilma. Ma famille ne parvient plus à avoir de domestiques. Car elle ne peut plus payer leur droit du travail* ». Côté les mots d'ordre pro-impeachment et antigouvernementaux, les slogans mis en avant par les manifestants qui défilaient le 13 mars dernier derrière un immense canard en plastique (en fait, le symbole de la Fiesp, la puissante fédération patronale de São Paulo) n'ont rien de citoyen. Marqueur d'une attitude et d'un réflexe de classe, ils expriment aussi une véritable posture de droite. Récrimination contre les impôts et rejet des politiques sociales, charge contre l'enseignement public comparé à une « fabrique d'idiots », voire attaques contre les pauvres, électeurs mal avisés et instrumentalisés par le PT; appel à la privatisation de l'entreprise publique Petrobras ou à l'intervention de l'armée pour destituer le gouvernement, et même caricatures racistes des plus sordides...

À y regarder de plus près, cette vague protestataire semble avoir bien plus de points communs avec les « *Marches pour la famille avec Dieu et pour la liberté* » qui avait précédé le coup d'État militaire de 1964, qu'avec une quelconque prise de conscience citoyenne et démocratique. Les organisateurs des manifestations ne cachent d'ailleurs pas cette filiation. À l'époque il s'agissait de s'opposer aux réformes progressistes du président Joao Goulart, accusé de vouloir instaurer une république syndicale, voire communiste, au Brésil. Aujourd'hui, l'objectif est d'abattre le PT, voire de mettre à bas les acquis du « lulisme ». La lutte contre la corruption n'est qu'un prétexte. L'enjeu, c'est d'éviter une reconduction du PT à la tête du pays. Comme l'a déclaré publiquement le jeune leader du Movimento Brasil Livre (MPL), l'un des principaux organisateurs de la protestation, Kim Kataguirí : « *Il ne faut pas se contenter de faire saigner le PT, il faut lui donner une balle dans la tête* ». La première salve sera finalement tirée par le pouvoir judiciaire.

### **Une offensive politico-judiciaire ?**

Si les attaques répétées des grands médias brésiliens – souvent appelé PIG (*Partido da imprensa golpista*, parti de la presse putschiste en référence au rôle de *Globo* pendant la dictature militaire) – contre le gouvernement pétiste n'étonnent plus guère aujourd'hui, la nouveauté ici, c'est l'entrée en scène du pouvoir judiciaire. Alors que le scandale de corruption lié à la Pétrobras paraît avoir touché la classe politique dans son ensemble, comme le montre l'enquête, le magistrature public s'est lancé dans une véritable croisade judiciaire contre l'ex-président, quitte à user de pratique à la limite de la légalité, pour le faire inculper et briser son image d' « homme de gauche intègre » dans l'opinion publique.

Ainsi, le 4 mars, dans une opération « voulue » à grand spectacle, le très populaire ex-président, est emmené *manu militari* au poste de police de l'aéroport international de Gongonhas (São Paulo) où il y subira une garde à vue de trois heures avant d'être relâché. Quelques jours plus tard, dans une initiative parallèle, le parquet de São Paulo, demande, sans le moindre fondement juridique, la « détention provisoire » de Lula qu'il accuse de « blanchiment d'argent et occultation de patrimoine ». Bien entendu, ciblant l'une des figures politiques les plus populaires du pays, cette double initiative n'a pas manqué

de susciter un tonnerre de réactions. Chez les sympathisants et admirateurs de Lula, on dénonce le coup de force de la justice, un coup d'État institutionnel. Beaucoup s'offusquent d'un lynchage médiatique soigneusement orchestré, avec l'appui des médias. Et, pendant que dans les rangs de ceux qui depuis des mois font campagne pour réclamer la destitution de la présidente Dilma Rousseff, on jubile et crie victoire, les magistrats s'affrontent sur la légalité de ces deux initiatives, des représentants de l'Ordre des avocats brésiliens (OAB), l'Association des juges pour la démocratie et des magistrats du Tribunal suprême allant jusqu'à les juger contraires à la Constitution.

Quel que soit le degré d'implication et de la culpabilité de Lula dans cette affaire, la partialité de certains représentants du ministère public est devenue évidente. Elle jette la suspicion sur les juges en charge du dossier, lesquels sont réputés proches de l'opposition et des manifestants anti-Dilma, et discrédite le travail de la justice. À défaut d'argument juridique justifiant la destitution de la présidente, ses adversaires cherchent désormais à faire tomber Lula de son piédestal. Prise dans une course contre la montre depuis l'annonce de la nouvelle candidature de l'ancien syndicaliste métallurgiste aux prochaines élections présidentielles, l'opposition n'hésite plus à instrumentaliser le pouvoir judiciaire à des fins politiques.

### **Risque de polarisation sociale**

Car, si les déboires de Dilma Rousseff, dans un contexte de récession économique, donnaient à cette opposition toutes ses chances de briguer la présidence lors des prochaines élections, en revanche, il est clair que la candidature de Lula risque de les réduire à néant, aucun candidat n'étant actuellement en mesure de rivaliser avec le toujours très populaire ex-président. De fait, comme l'expliquait une mandataire pétiste en réponse aux protestataires réclamant le départ de Dilma Rousseff : « *La voix de la rue n'est pas nécessairement la même voix qui s'exprime dans les urnes* ». Et la voix des urnes à laquelle elle faisait référence, c'est celles des catégories sociales qui ont beaucoup bénéficié des années Lula.

« *Vous allez virer Dilma*, expliquait ainsi une habitante d'un quartier populaire de Rio, *et puis quoi ? Par qui la remplacer ? Elle sert de bouc émissaire. Tout le monde vole au Brésil et je crois moi aussi que Lula a volé. Qui ne l'a pas fait ? Mais son gouvernement a beaucoup amélioré la vie des pauvres. Quand Fernando Enrique a gouverné, il a aussi volé. Le problème c'est que Lula n'a jamais eu la main dans cette arnaque* ». Défaitiste, le propos est aussi d'une remarquable lucidité sur la crise que traverse actuellement le Brésil. Au fond, outre la problématique de la corruption, endémique, et le problème de son traitement, ce qui se joue derrière ce feuilleton politico-judiciaire, c'est un « conflit politique de classes », qui risque à terme de conduire à une dangereuse polarisation sociale.

D'autres enjeux devraient encore être évoqués. Entre autres, le contrôle des énormes ressources pétrolières du pays, dites du Pré-Sal, que beaucoup dans l'opposition, proche des grands acteurs économiques, souhaiteraient bien voir privatisées. Mais cela mériterait de plus amples développements.

**Laurent Delcourt est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).**



**Centre tricontinental - CETRI**

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

